

INTERNATIONAL : «Dans plus de 60 pays, les mines blessent et tuent...»

Date de parution: Jeudi 13 novembre 2003

Auteur: Propos recueillis par Pierre Hazan

MINES. Le Centre de déminage présidé par Cornelio Sommaruga s'exprime jeudi devant l'ONU. Interview.

Cornelio Sommaruga ne boude pas sa joie. Le Centre international de déminage humanitaire (CIDH) de Genève qu'il préside – après avoir été de longues années à la tête du CICR – est entendu ce jeudi par le Conseil de sécurité de l'ONU. Soutenu financièrement par la Confédération et une quinzaine d'autres pays, le CIDH est devenu le Secrétariat chargé de la mise en œuvre du traité d'Ottawa contre les mines antipersonnel signé en 1997. Il fournit aussi une assistance opérationnelle dans les opérations de déminage. Entretien.

Le Temps: Quel message le directeur du CIDHG, l'ambassadeur Martin Dahinden, va-t-il transmettre au Conseil de sécurité?
Cornelio Sommaruga: Nous voulons rappeler au Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois des cinq membres permanents n'ont pas signé la Convention d'Ottawa (la Chine, les Etats-Unis et la Russie) que dans plus de 60 pays, le danger des mines antipersonnel perturbe gravement la vie des populations. Ces armes ne font pas la différence entre civils et militaires. Elles freinent le développement économique. Elles tuent et blessent tous les jours... La Convention d'Ottawa est un instrument indispensable dans la lutte contre les mines, même si elle ne couvre qu'un aspect limité du problème: aujourd'hui, en sus des mines, les millions d'engins non explosés ainsi que l'utilisation des bombes à fragmentation constituent des problèmes majeurs dans de nombreuses sociétés (1). Aucun traité, à ce jour, n'oblige à mettre en place des systèmes d'autodestruction de ces armes.

– La tragédie se poursuit donc...

– L'un des problèmes majeurs posé par ce type d'armes explosives est le manque d'informations précises sur les zones minées. Quel type de mines a été posé? En quelles quantités et où...? L'information constitue une clef de voûte du processus du déminage. Avec l'école polytechnique de Zurich, nous avons mis au point le Système de gestion de l'information dans la lutte antimines (IMSMA) qui couvre le recueil d'information, le stockage des données et les besoins en cartographies et en analyses. Il est déjà utilisé dans une trentaine de pays. Son utilisation pourrait être étendue.

– Selon vous, les militaires ne sont pas les mieux placés pour faire du déminage.

– Les militaires ont une conception du déminage qui ne correspond pas aux besoins civils. Une armée démine pour faire passer ses véhicules. Or, ce que nous appelons, nous, le déminage humanitaire, vise au contraire à faire revivre des populations dans des lieux sûrs. La totalité des mines doit être neutralisée. Mieux vaut par conséquent avoir recours pour ce travail à des organisations humanitaires ou à d'ex-militaires.

– Qu'en est-il de l'utilisation des animaux pour participer au déminage?

– Nous explorons des voies pour améliorer l'emploi des chiens dans la détection des mines. Les chiens détecteurs sont choisis après un processus de sélection rigoureux. Sept cents d'entre eux ont été employés depuis 1989 dans 23 pays. Mais aujourd'hui, l'animal le plus prometteur est le rat. Son temps de formation à la détection des mines est quatre fois plus court que celui des chiens, trois mois au lieu d'une année, et surtout, le rat semble plus fiable que le chien. On lui donne un couloir de dix centimètres de large borné par deux ficelles, et il s'arrête dès qu'il détecte une mine antipersonnel.

Une coalition d'ONG lance une campagne pour la réglementation des bombes à fragmentation avant la tenue à Genève, du 17 au 28 novembre, des dernières négociations sur un nouveau protocole sur les débris de guerre. Contact:
<http://www.uxo.ch>